

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire



Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO

Titre du projet : *Assistance d'urgence en sécurité alimentaire, éducation et abris aux personnes vulnérables affectées par l'ouragan Matthew dans la Grand 'Anse*

Ce rapport présente un état des lieux de la mise en œuvre du projet ECHO au niveau de la commune de Jérémie. Il relate les points forts ainsi que les points à améliorer servant de leçons apprises pour tout projet d'assistance d'urgence dans un contexte semblable.

Auteurs :

Pierre Philippe Wilson REGISTE, Knowledge Management and Learning advisor
Forbes Magène, Monitoring and Evaluation Manager – Grand'Anse



Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO

Résumé

Pour appuyer les ménages de la commune de Jérémie touchés par l'ouragan dévastateur Matthew, CARE, avec un financement de la DG ECHO, a mis en place le projet d'Assistance d'urgence en sécurité alimentaire, éducation et abris aux personnes vulnérables affectées par l'ouragan Matthew dans la Grand 'Anse. Ce projet de 20 mois (décembre 2016 à Juillet 2018) a soutenu 2 305 ménages à travers une multitude d'activités utilisant une approche intégrée.

A la fin de ce projet, CARE a conduit cette évaluation finale qui a permis de constater que :

- L'approche intégrée est un moyen sûr pour avoir des effets plus substantiels sur les bénéficiaires ;
- Plus de ¾ des ménages ayant bénéficié du projet ont pu recouvrir leurs moyens de subsistance ;
- Plus de 80% des personnes vivant dans les ménages ayant bénéficié des interventions de coupons alimentaires ont un score de consommation alimentaire acceptable. Les vendeurs utilisés dans le cadre des distributions de coupons ont constaté une augmentation de leurs revenus qui est considérable pour l'économie locale.
- Au moins 516 ménages ont eu accès à un logement convenable grâce au support du projet. De ces derniers, 89 ont reçu une maison en location et les autres (plus de 80%) ont pu réparer leurs maisons complètement. 110 boss ont été formés pour épauler dans la réhabilitation et cette formation a été, selon eux, déterminante dans leurs parcours de vie et leur quotidien.
- Dix écoles ont été reconstruites ou réhabilitées permettant à 2 327 enfants d'être scolarisés cette année. De plus, les enseignant.es et les directeurs.trices ont reçu des formations leur donnant la capacité de mieux aider les enfants et leurs communautés.

Les résultats ont permis de faire des recommandations pouvant être appliquées dans des projets similaires afin de maximiser leurs effets sur les bénéficiaires.

Histoire à succès



Bénéficiaires de coupons alimentaires, d'appui au logement et de transfert monétaire conditionnel, **Rose Marie** raconte son histoire.

"Du temps où j'étais encore au centre d'accueil provisoire, des agents de CARE y sont passés [...]. J'ai repris goût à la vie le jour où on m'a annoncé la nouvelle de ma sélection."

Pendant les six mois suivants cet heureux événement, **Rose Marie** allait recevoir des coupons alimentaires à échanger contre des produits de première importance pour nourrir sa famille.

"Mais c'est surtout grâce au volet d'appui au logement que mon plus grand rêve s'est concrétisé". "Nous avons finalement pu laisser la maison de mes parents pour nous installer dans une maison louée pour nous par le projet."

Rose Marie allait aussi recevoir un montant de 10,000 gourdes pour relancer son commerce. *"Aujourd'hui, le commerce est très rentable [...]. Le profit m'a permis de payer les frais de scolarité des enfants, de subvenir aux besoins quotidiens de ma famille, de réinvestir dans le commerce et d'épargner [...]. »*



Table des Matières

Liste des figures	4
Liste des tableaux.....	4
1- Introduction.....	5
1.1- Description du projet et principaux résultats	5
2- Conception de l'évaluation.....	7
2.1- Objectif général	7
2.2- Objectifs spécifiques	7
2.3- Indicateurs à mesurer	7
2.4- Critères de qualité.....	7
3- Démarches méthodologiques	11
3.1- Revue littéraire	11
3.2- Enquête quantitative	11
3.3- Enquête qualitative.....	13
3.4- Outils de collecte.....	13
3.4.1- Questionnaire pour les bénéficiaires.....	14
3.4.2- Guide de focus groupe	14
3.4.3- Guide d'entretiens.....	15
3.5- Plan d'analyse.....	15
3.6- Déroulement de l'évaluation.....	16
3.7- Limites de l'évaluation	17
4- Principaux points résultant de l'analyse	18
4.1- Analyse des indicateurs.....	18
4.1.1- Analyse des résultats des indicateurs	20
4.2- Réponses aux différentes questions de recherche	28
5- Conclusion et recommandations.....	41
5.1- Points saillants liés au Résultat 1	41
5.2- Points saillants liés au Résultat 2.....	41
5.3- Points saillants liés au Résultat 3.....	41
5.4- Recommandations	42

Liste des figures

Graphique 1 : Proportion de ménages ayant recouvert leurs moyens de subsistance	23
Graphique 2 : Score de consommation alimentaire (SCA) des ménages par groupe d'aliments	24
Graphique 3 : Utilisation principale des transferts monétaires selon le type de transfert reçu ...	32

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de l'échantillon selon les services et les 3 zones géographiques ciblées	12
Tableau 2: Répartition du nombre de focus group et d'entretien individuel selon l'unité d'observation	13
Tableau 3 : Calendrier de l'évaluation	16
Tableau 4.- Tableau des indicateurs concernés par l'évaluation finale	18

1- Introduction

Le département de la Grand'Anse, selon les propos des autorités Haïtiennes, a été le plus durement touché lors du passage de l'ouragan Matthew (catégorie 4) qui a frappé la côte sud-ouest d'Haïti le 4 octobre 2016. Tous les secteurs notamment l'éducation, l'agriculture, le commerce, l'élevage et l'habitat ont subi des dommages considérables, sans oublier les pertes en vie humaines. Un rapport publié par le gouvernement Haïtien le 4 Novembre 2016 fait état de près 546 morts, 128 disparus, 439 blessés, des milliers de sans-abris et quelque 350.000 sinistrés. Selon ce même rapport, plus de 2 millions de personnes, dont plus de 894 000 enfants sont victimes de l'ouragan. Plus d'1,4 million de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dont 546.000 femmes.

Dans le cadre de sa réponse d'urgence suite à l'ouragan Matthew, CARE a mis en œuvre un projet d'Assistance d'urgence en sécurité alimentaire, éducation et abri aux personnes vulnérables affectées par l'ouragan Matthew dans la Grand 'Anse", financé par la Direction Générale de la Protection Civile et des Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (DG ECHO).

Ce projet a également été conçu de manière à s'intégrer dans la stratégie globale de CARE dans la zone. En effet, bien avant la mise en œuvre de ce projet, CARE était déjà présent dans le département de la Grand'Anse, notamment à Jérémie, pour soutenir les personnes victimes de l'ouragan Matthew. Un projet de distribution de cash conditionnel et inconditionnel avait pour but de permettre aux familles de répondre à leurs besoins alimentaires, et d'autres programmes de distribution de tôles visaient la réparation des maisons des familles. Ce projet s'inscrit donc dans une logique de continuité des actions déjà mises en œuvre par CARE au niveau de la zone.

1.1- Description du projet et principaux résultats

Ce projet avait pour objectif général d'appuyer les ménages vulnérables affectés par l'ouragan Matthew à travers une réponse intégrée et permettant de couvrir leurs besoins de base les plus urgents.

Plus spécifiquement, l'objectif de ce projet était de permettre aux personnes les plus vulnérables affectées par l'ouragan Matthew de subvenir à leurs besoins de base en nourriture, logement et à améliorer leurs moyens de subsistance tout en favorisant l'accès à l'éducation.

Pour atteindre cet objectif, les activités ont été mises en œuvre au travers de trois volets : 1) sécurité alimentaire et moyens de subsistance, 2) abris et 3) éducation et protection, lesquels sont exprimés dans les trois résultats attendus suivants :

1. L'accès à l'alimentation et la restauration des moyens économiques sont améliorés pour les ménages les plus vulnérables ;



2. Les ménages ont accès à un logement et ont diminué leur vulnérabilité face aux risques de désastre ;

3. L'accès à l'éducation est amélioré dans les zones ciblées.

Le projet était initialement prévu pour une durée de 10 mois à partir du 8 décembre 2016. Néanmoins, l'intervention s'est prolongée jusqu'au 31/07/2018 avec une grande partie des activités qui se sont terminées au 31/12/2017. L'activité « appui au logement », ainsi que des suivis sur les activités des moyens de subsistance se sont poursuivies sur 2018. Au total, 2029 ménages étaient initialement ciblés à travers 2 sections communales (1^{ère} et 3^e) et le centre-ville de la Commune de Jérémie.

Cette évaluation a été réalisée pour permettre à CARE de faire un bilan sur ses réalisations au regard des objectifs poursuivis et tirer des leçons sur la mise en œuvre du projet, ce qui lui permettra d'améliorer ses interventions dans la municipalité de Jérémie.

Ce document est le rapport narratif de cette évaluation finale. Il est divisé en quatre parties :

- La première partie présente les objectifs de l'évaluation ainsi que les indicateurs et les questions de recherche qui devront être élucidés à travers cette évaluation finale.
- La deuxième partie décrit les démarches méthodologiques utilisées pour répondre aux objectifs de l'évaluation finale.
- La troisième partie regroupe les principaux résultats à travers une réponse aux différentes questions de recherche et une analyse des indicateurs.
- La quatrième partie est la conclusion du rapport narratif et présente les différentes recommandations qui seront utiles à tout autre projet intégré de réponse d'urgence dans un contexte semblable à celui de l'ouragan Matthew.

2- Conception de l'évaluation

2.1- Objectif général

Les objectifs de cette évaluation globalement sont de/d' :

- Apprécier la contribution du projet dans l'amélioration des conditions de vie de la population des zones cibles et la qualité de l'intervention de CARE ;
- Proposer des recommandations pour améliorer l'approche et affiner la stratégie de CARE dans le département de la Grand 'Anse.

2.2- Objectifs spécifiques

Spécifiquement, il est question, d'une part, de mesurer la valeur des indicateurs pour pouvoir les comparer aux cibles, et d'autre part, de tester le niveau de satisfaction des bénéficiaires et des autorités locales par rapport à la mise en œuvre des activités.

2.3- Indicateurs à mesurer

Les indicateurs du cadre logique à mesurer sont les suivants :

- OS 1 : Pourcentage de la population cible qui atteint un score de Consommation alimentaire (SCA) acceptable ;
- OS2 : Pourcentage des personnes ciblées qui ont accès à des solutions d'abri et à des matériaux conformes aux normes techniques "BBS" agréées et aux standards de performance;
- OS 3 : Pourcentage des effectifs 2015-2016 des écoles ciblées qui ont accès à l'éducation dans des écoles équipées ;
- R1.1 Nombre de personnes capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base ;
- R1.2 : Pourcentage de ménages qui recouvrent leurs moyens de subsistance ("number of people provided with resources to protect and start rebuilding livelihood assets") ;
- R2.1 : Pourcentage de bénéficiaires qui ont utilisé le kit "abri" ;
- R2.2 : Nombre de ménages qui ont accès à un logement en location ;
- R2.3 : Nombre de participants aux formations "constructions sûres"
- R3.1 : Nombre d'espaces ou bâtiments éducatifs mis en place ou rénovés et équipés qui répondent aux standards.
- R3.2 : Nombre de personnels enseignants formés en appui psychosocial
- Pourcentage de ménages qui habitent une maison convenable (non inclus dans la proposition de projet);

2.4- Critères de qualité

Cette évaluation a été réalisée au regard des objectifs de l'OCDE (Pertinence, Efficacité/Efficience, Durabilité, Effet/Impact), ainsi que des aspects de Genre et de Redevabilité.



✚ La pertinence du projet :

- La méthodologie utilisée pour le ciblage géographique des communautés / la sélection des bénéficiaires est-elle adaptée ? Quelles sont les estimations des erreurs d'inclusion et d'exclusion ? La méthodologie pour la sélection des localités est-elle adaptée ? La coordination avec les autres acteurs a-t-elle permis d'améliorer le ciblage ?
- Quelles ont été les limites/contraintes de l'approche multisectorielle du projet ? Quelles ont été les forces et faiblesses de cette approche ? Est-ce que l'interaction entre les différents volets du projet a été efficace ou non, et quelles sont les raisons ?
- Quelles ont été les limites/contraintes en ce qui concerne l'appui aux bénéficiaires avec des semences et quelles sont les leçons apprises ?
- Quelles ont été les contraintes par rapport au volet de transferts monétaires et quelles pourraient être les actions correctives à prendre ainsi que les leçons apprises pour futures interventions ?
- Est-ce que les critères de ciblage sont connus et compris par les populations non ciblées et entre les bénéficiaires des différents résultats ?
- L'appui AGR et en transferts monétaires inconditionnels répondent-elles aux besoins de la population et à l'objectif de l'intervention ? Sur quelles bases les montants ont-ils été calculés ? Quelles actions correctives auraient pu être développées ?
- L'approche choisie pour les kits abris répond-elle aux besoins de la population ? Se base-t-elle sur une évaluation préalable précise des besoins ?
- L'approche multisectorielle a-t-elle été correctement mise en œuvre et comprise par la communauté et les autorités haïtiennes ?
- Est-ce que les modalités de distribution étaient adaptées aux besoins de la population ?
- La modalité CT était-elle adaptée ? Quelles autres pistes devraient être explorées ?

✚ L'impact ou la durabilité du projet :

- Dans quelle mesure les effets bénéfiques sont-ils susceptibles de durer longtemps après la clôture du projet notamment les AGR et les boss maçons ? Est-ce que la composition/taille du ménage joue un rôle ? Observe-t-on une appropriation du projet par les bénéficiaires ?
- Quelle est la performance des AGR et activités agricoles appuyées, environ 1 an après l'appui reçu ?
- Quelles sont les actions envisageables pour continuer à appuyer les AGR et la subvention au logement ? Quel est l'impact des AGR sur la capacité des ménages de continuer à payer leur bail et à subvenir à leurs besoins de base ? Quelles pistes existent pour améliorer leur pérennité ?
- Quelles sont les actions supplémentaires pour appuyer les ménages qui n'ont pas pu réhabiliter leurs habitats dans le cadre du projet et quelles actions correctives pourraient être mises en place ?
- Quel a été l'impact de notre action sur l'économie locale et les marchés ?
- De quelle façon l'approche multisectorielle souhaitée facilite et encourage des stratégies de sortie pour les bénéficiaires des activités appui au logement et transferts monétaires inconditionnels ?

Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO



- Quel a été aussi l'impact de la réhabilitation/construction d'écoles sur l'ensemble de la communauté ?
 - Quel a été l'impact de la reconstruction des écoles sur la poursuite du cursus scolaire (« enrollment ») et sur la performance des élèves ?
- ✚ La redevabilité et le genre :
- La situation/participation des filles et femmes, particulièrement celles chefs de ménage dans l'accès à l'information ;
 - Les mécanismes de suivi et de redevabilité existant sont-ils utilisés, connus et adaptés au contexte ? Si non, comment les améliorer ?
 - Est-ce que les bénéficiaires connaissent les mécanismes de gestions de plaintes ? Quelles en sont les limites ? Est-ce qu'ils l'utilisent ? Quels retours ont-ils sur ce mécanisme ?
 - Analyse du système de redevabilité mis en place par CARE pendant la mise en œuvre du projet : # de plaintes reçues, traitées, délai de réponse personnalisée, satisfaction des usagers et respect de la confidentialité, pourrait inclure une analyse SWOT.
 - Les bénéficiaires et les non bénéficiaires sont-ils informés sur les activités du projet ? sur le processus de sélection ?
 - L'impact de l'approche multisectorielle sur les bénéficiaires (comparaison entre ceux ciblés par un secteur et ceux ciblés par 3 secteurs).
- ✚ La coordination des activités du projet :
- Le niveau d'implication et de coordination des actions avec les autres acteurs dont les autorités locales, les ONG, les Services techniques présents dans la zone a-t-il adéquat ?
- ✚ L'efficacité/efficience du projet :
- Les objectifs et indicateurs fixés dans le cadre logique ont-ils été atteints ?
 - Quels ont été les facteurs de réussite ou de blocage par rapport à l'atteinte des objectifs et des résultats ?
 - Les interventions de coupons monétaires répondent-elles en temps voulu aux besoins de la population ?
 - Distribution de semences : quel % des semences sont de qualité, ont été semées à temps, et quel est le rendement moyen / production ?
 - Les activités de distributions de semences et de coupons alimentaires ont-elles été menées en accord avec le calendrier saisonnier ? Quelles actions correctives auraient pu être prises ?
 - Les outils de suivi des indicateurs, de l'utilisation du cash et de la réponse des marchés à l'injection de cash sont-ils adaptés ?
 - Quels sont les avantages et inconvénients entre les différentes modalités utilisées (coupons classiques et les coupons électroniques et autres) ? Quels ont été les gains d'efficience grâce à la modalité CT ?

Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO



- Coût-efficacité : les activités ont-elles été efficaces ? Comment se situe leur rapport coût/qualité ? Les délais ont-ils été respectés ?

3- Démarches méthodologiques

Dans le cadre de cette évaluation, la première démarche est une revue de littérature qui inclue les documents du projet et les différentes évaluations réalisées (PDM, AAR, etc.). En plus de cette méthodologie, une méthode mixte (quantitative et qualitative) a été utilisée pour collecter des données primaires auprès des bénéficiaires.

3.1- Revue littéraire

En plus du document du projet qui a fourni les grandes orientations à suivre et les pistes d'évaluation, beaucoup de rapports de suivis ont été utilisés lors de cette évaluation finale. Il y a eu 4 Post-Distribution Monitoring (PDM), 3 rapports de suivis pour le volet appui au logement et 4 rapports déjà soumis au bailleur. Ces éléments ont été utilisés pour fournir des pistes d'analyse.

3.2- Enquête quantitative

Une enquête quantitative a été réalisée auprès des ménages bénéficiaires au sujet des deux premiers résultats (sécurité alimentaire/moyens de subsistance et appui au logement) et des visites ont été effectuées chez les bénéficiaires de semences, de kits d'abri et d'outils.

Pour les enquêtes quantitatives, l'unité statistique est un ménage bénéficiaire des services de sécurité alimentaire (cash conditionnel, cash inconditionnel et coupons) et/ou d'appui au logement (kit Shelter, location de maison). Les bénéficiaires des moyens de subsistance (AGR et semences) ont été considérés aussi car ils font partie intégrante de l'une ou l'autre de ces deux catégories considérées.

Le focus a été mis sur l'objectif principal de l'évaluation finale qui est le pourcentage de ménages dont le niveau de vie s'est amélioré par la contribution du projet.

L'échantillon a été calculé en utilisant la formule suivante pour le calcul de la proportion :

$$n_0 = Z^2 \frac{P(1 - P)}{e^2}$$

Pour un niveau de confiance de 95%, un taux d'erreur de 5% et en utilisant l'échantillon aléatoire maximal, les paramètres à considérer sont les suivants : $Z=1.96$; $P=50\%$; $e= 5\%$.

En appliquant cette formule, les résultats donnent $n_0= 385$. L'échantillon est ajusté par rapport à la taille de la population de référence qui est l'ensemble des ménages bénéficiaires ($N=2305$) et à partir du taux de réponse espérée = 70% à partir de la formule suivante :

Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO



$$n = \frac{\frac{n_0}{1 + \frac{n_0}{N}}}{\text{Tx de réponse espérée}}$$

L'échantillon final est donc de n=472 bénéficiaires.

L'échantillon a été choisi de façon aléatoire au prorata du nombre de ménages ayant bénéficiés les services.

Ces derniers sont subdivisés en trois grandes catégories :

- Sécurité Alimentaire (Uniquement) : Cette catégorie regroupe les bénéficiaires de cash conditionnel, de cash inconditionnel et de coupons alimentaires mais qui n'ont pas reçu l'appui au logement dans le centre de ville de Jérémie ni les kits Shelter.
- Appui au logement (Uniquement) : Cette catégorie regroupe les bénéficiaires de kits Shelter ou de l'appui au logement dans le centre-ville de Jérémie mais qui n'a pas reçu l'assistance en sécurité alimentaire.
- Sécurité Alimentaire & Appui au logement : Cette catégorie contient les bénéficiaires qui ont reçu du support des deux catégories précédentes.

Le tableau ci-dessous fait la répartition de l'échantillon en fonction des services considérés pour l'enquête quantitative :

Tableau 1: Répartition de l'échantillon selon les services et les 3 zones géographiques ciblées

Type de services	Centre-ville	1ère Section Basse Voldroque	3ème Section Haute Guinaudée	Total	% de bénéficiaires par rapport au type de service	Échantillon
Sécurité Alimentaire (Uniquement)	320	385	422	1,127	49%	231
Sécurité Alimentaire & Kits Shelter	106	355	373	834	36%	170
Kits Shelter (Uniquement)		112	232	344	15%	71
Nombre total de bénéficiaires	426	852	1,027	2,305	100%	472

Source : *Elaboration propre*

Les bénéficiaires de semences sont pris en compte dans l'échantillon car ils sont tous des bénéficiaires de sécurité alimentaire et certains sont aussi des bénéficiaires d'appui au logement. Parmi ceux ayant déclaré avoir mis en terre les semences lors de l'évaluation finale,



44 ont été choisis aléatoirement dans les deux sections communales pour recevoir des visites de deux techniciens agronomes afin d'évaluer le rendement de ces semences.

Les maisons d'un échantillon de 27 bénéficiaires de kits abri choisis aléatoirement (15 qui ne sont pas finalisées, 5 qui sont finalisés avec l'aide additionnelle de CARE dans le cadre du suivi des activités lors du dernier semestre et 7 qui ont été finalisées sans l'aide additionnelle de CARE) ont reçu des visites de deux ingénieurs afin de trianguler les informations fournies par les bénéficiaires sur l'utilisation des kits abri.

3.3- Enquête qualitative

Des focus groups/entretiens individuels ont été réalisés auprès des informateurs clés, tels que : le personnel de terrain, pour connaître les contraintes rencontrées ; les boss maçons, qui ont reçu des formations dans le cadre du projet ; les vendeurs des produits secs ; les Directeurs.trices et Professeurs des écoles reconstruites/réhabilitées ; et les autorités locales.

Dans le cadre de l'approche qualitative, les unités statistiques considérées sont les vendeurs, les boss, les enseignants, les directeurs d'écoles et les autorités locales.

Des focus groupe ont été réalisés avec les vendeurs, les maçons et les enseignants. Des entretiens individuels ont été réalisés avec les Directeurs.trices d'école et les autorités locales des différentes zones.

Le tableau suivant décrit le nombre d'enquête qualitative pour chaque unité statistique considérée dans cette évaluation :

Tableau 2: Répartition du nombre de focus group et d'entretien individuel selon l'unité d'observation

	Catégorie	Quantité	Nombre de personnes
Vendeurs	Focus group	1	10
Maçons	Focus group	2	30
Enseignants	Focus group	2	20
Directeurs	Entretiens	4	4
Autorités locales	Entretiens	3	3

Source : Elaboration propre

3.4- Outils de collecte

Les données quantitatives sont collectées à l'aide d'un questionnaire préétabli qui a été programmé sur des tablettes à partir de la plateforme Open Data Kit (ODK).

S'agissant des données qualitatives, les magnétophones ont été utilisés pour les collecter avant de les transcrire pour traitement et analyse.



3.4.1- Questionnaire pour les bénéficiaires

Un questionnaire unique a été réalisé pour les bénéficiaires concernés par la collecte de données quantitatives. Ce questionnaire regroupe sept parties :

- La première partie prend en compte des données sociodémographiques sur le bénéficiaire et son ménage, et des informations générales sur le projet qui permettent de vérifier les différents services bénéficiés du projet.
- La deuxième partie concerne seulement les bénéficiaires du volet coupon alimentaire. Dans cette partie, des informations sont récoltées sur l'expérience des bénéficiaires dans la réception et l'utilisation des coupons. D'autres informations sont récoltées sur la consommation alimentaire du ménage durant les sept derniers jours pour établir le score de consommation alimentaire.
- La troisième partie est pour les bénéficiaires du secteur Abris (kit d'abri et/ou kit d'outils). L'utilisation de ces matériaux est mesurée ainsi que la qualité et la satisfaction par rapport aux produits reçus.
- La quatrième partie prend des informations auprès des bénéficiaires de semences sur la qualité et l'utilisation des semences.
- La cinquième partie concerne les bénéficiaires des maisons en location. Les informations collectées dans cette partie traitent de la qualité des maisons louées et des stratégies choisies par les bénéficiaires pour étendre leur bail une fois expiration de celui financé par CARE.
- La sixième partie collecte des informations sur les bénéficiaires des moyens de subsistance (transfert monétaire conditionnel et inconditionnel) et éducation financière. L'utilisation de l'argent reçu, la satisfaction et l'effet de la formation en éducation financière sont les éléments pris en compte.
- La septième partie concerne l'impact général du projet à travers le recouvrement des moyens de subsistance (épargne ou acquisition d'autres actifs productifs).

Ce questionnaire se trouve en annexe du présent document.

3.4.2- Guide de focus groupe

Trois guides de focus group ont été élaborés pour les vendeurs, les enseignants et les maçons. Ils sont disponibles en annexe de ce document.

Vendeurs

Le guide de focus groupe pour les vendeurs a permis de discuter avec des vendeurs sur leurs expériences dans le projet et l'impact socio-économique de cette expérience sur leurs activités.

Enseignants

Les informations sur la satisfaction par rapport à la formation reçue en appui psychosocial, l'utilisation de cette formation dans les salles de classe comme en dehors, et l'effet de cette formation reçue sur les enfants et autres personnes de la communauté sont les principales discussions réalisées avec les enseignants à travers le guide de focus groupe.



Maçons

Le guide de focus group pour les maçons comprend des points de discussion relatifs à la formation reçue, l'application de cette formation, l'aide fournie aux bénéficiaires des abris et les avantages induits de cette formation sur la vie des Boss.

3.4.3- Guide d'entretiens

Pour les guides d'entretiens, deux ont été élaborés pour les directeurs.trices d'écoles et les autorités locales. Ils sont disponibles en annexe de ce document.

Directeurs.trices d'écoles

L'entretien avec les directeurs.trices d'écoles s'est déroulé autour des besoins actuels des écoles après la reconstruction/réhabilitation, la satisfaction par rapport à la formation reçue en appui psychosocial, l'utilisation de cette formation au niveau de l'école comme en dehors, et l'effet de cette formation reçue sur les enfants et autres personnes de la communauté.

Autorités locales

Les autorités locales ont été interviewés sur la pertinence des activités du projet pour les ménages vulnérables, leurs connaissances, leurs implications et les effets (positifs/négatifs) du projet.

3.5- Plan d'analyse

Pour les données quantitatives, l'analyse a été faite en utilisant, premièrement, une analyse descriptive. En effet, les tendances globales ont été analysées avec des proportions et l'utilisation de paramètres de position (la moyenne) et de dispersion (la déviation standard). En second lieu, une analyse explicative a été priorisée avec des tests d'indépendance¹ (Khi2) et de comparaison de proportion. A travers ces tests statistiques, l'effet de l'approche multisectorielle du projet sur les bénéficiaires a été évalué (évaluer la différence entre les ménages qui ont bénéficié d'un, de deux, et des trois volets) et aussi l'effet du coaching sur la capacité des bénéficiaires à mettre en place leur activité génératrice de revenu. Les analyses des données quantitatives ont été réalisées avec le logiciel SPSS.

En ce qui a trait aux données qualitatives (résultats des focus groups et entretien individuels), la méthode d'analyse de contenu a été utilisée. Le traitement a été fait manuellement à partir d'un cadre d'analyse conçu à cet effet. Ces données servent, entre autres, de base pour trianguler les données collectées au niveau de l'approche quantitative.

¹ Le test de Khi2 est un test statistique permettant d'apprécier l'existence ou non d'une relation entre deux caractères ou variables dans une même population.



3.6- Déroulement de l'évaluation

Il s'agit d'une évaluation interne dont les données primaires sont collectées par des enquêteurs externes. Le projet s'est terminé progressivement. En effet, les activités liées à la sécurité alimentaire (sont la distribution des semences), liées à l'éducation et à la protection se sont terminées en décembre 2017. En revanche, jusqu'au mois de juillet 2018, des suivis ont été effectués sur le volet appui au logement et moyens de subsistance. Ainsi, les données pour la conduite de cette évaluation ont été collectées en deux temps.

Dans un premier temps (avril-mai 2018), les données ont été collectées auprès des bénéficiaires de coupons alimentaires, des vendeurs accrédités au programme, des enseignants et des directrices des écoles cibles. Aussi, dans cette première vague de collecte, des visites ont été effectuées dans les écoles reconstruites dans le cadre du programme.

Dans un deuxième temps (Octobre 2018), les données ont été collectées auprès des bénéficiaires du volet appui au logement, des maçons ayant reçu des formations et des bénéficiaires des AGR et des semences. Il y a eu également des visites effectuées dans les maisons réhabilitées dans le cadre du programme et dans les jardins des bénéficiaires de semences.

La collecte des données a été réalisée par une équipe de 6 enquêteurs externes, recrutés au niveau de la zone de mise en œuvre du programme. Ils ont été appuyés par l'équipe du programme notamment dans la collecte des données qualitatives. Pour les visites des jardins, des écoles et des maisons réhabilitées, l'équipe de collecte a été accompagnée par deux techniciens agronomes et deux ingénieurs pour que ces derniers puissent donner leur avis d'expert.

L'analyse des données et la production du rapport ont été réalisés après que les deux temps de collecte aient été terminés. Ils ont été à la charge de l'équipe de qualité de programme de CARE-Haïti avec le support technique de l'équipe de CARE-France.

Tableau 3 : Calendrier de l'évaluation

	Activité	Période
Phase 1	Réalisation des TDRs et planification de l'évaluation	Mars 2018
	Formation des enquêteurs	6-7 Avril 2018
	Collecte de données	9 au 13 Avril 2018
Phase 2	Révision et finalisation des TDRs	11-17 Septembre 2018
	Réorientation des enquêteurs	3-4 Octobre 2018



	Collecte de données	4-12 Octobre 2018
	Traitement et Analyse des données	15-26 Octobre 2018
Finalisation	Rédaction du rapport préliminaire	22-31 Octobre 2018
	Révision du rapport	A déterminer

Source : Elaboration propre

3.7- Limites de l'évaluation

Les limites principales de cette évaluation finale sont les suivantes : en l'absence de ligne de base et d'une méthodologie rigoureuse d'évaluation d'impact, il n'est pas possible d'analyser l'effet réel du projet sur les bénéficiaires. De plus, le temps écoulé entre la fin de certaines activités du projet et l'évaluation finale a un impact significatif sur les résultats observés.

Néanmoins, les analyses pourront permettre de mesurer le niveau de vie actuel des ménages qui ont été ciblés par le projet. Et tenant compte de l'effet de l'ouragan qui a décapitalisé la plupart des familles ciblées, le niveau de vie des ménages soutenus par le projet permettra tout de même d'apprécier la contribution du projet.

4- Principaux points résultant de l'analyse

Les trouvaillles sont analysées en deux étapes. Une analyse des indicateurs est réalisée dans un premier temps. Dans un second temps, les questions de recherche sont élucidées.

4.1- Analyse des indicateurs

Tableau 4.- Tableau des indicateurs concernés par l'évaluation finale

Indicateurs	Méthode de calcul	Valeur cible	Réalisation
Pourcentage de ménages qui habitent une maison convenable (pas dans la proposition de projet)	Numérateur : # total de ménages ayant reconstruit/réhabilité leur maison avec le support de CARE ; # total de ménages ayant loué une maison avec le support de CARE Dénominateur : # total de ménages dans les zones cibles	N/A	46.7% des ménages ciblés par les kits d'abri et la location de maison.
Pourcentage de ménages qui recouvrent leurs moyens de subsistance (nb of people provided with resources to protect and start rebuilding livelihood assets)	Numérateur : # total de ménages ayant renforcé/créé leur AGR ou ayant fait l'acquisition des actifs productifs ou ayant épargné de l'argent Dénominateur : # total de ménages dans les zones cibles – 1 360 ménages	1088	78% des ménages ciblés soit 1 061 ménages ;
% de la population cible qui atteint un score de Consommation alimentaire (SCA) acceptable (1560 ménages ou 7800 personnes)	Numérateur : # total de personnes qui ont atteint un score supérieur à 35%. Dénominateur : # de personnes ciblées (9 750).	80%	81.9% des personnes touchées (81,3% des ménages)
% des personnes ciblées qui ont accès à des solutions d'abri et à	Numérateur : # total de personnes qui ont utilisé les matériaux distribués et les	80%	84.5% des ménages touchés.

Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO



des matériaux qui répondent aux normes techniques agréées et aux standards de performance	techniques de constructions enseignées par CARE dans la reconstruction ou la réparation leurs maisons Dénominateur : # de personnes ciblées (5 530).		
Pourcentage des effectifs/enfants 2015-2016 des écoles ciblées ont accès à l'éducation dans des écoles équipées	Numérateur : # total d'enfants qui reviennent/retournent à l'école (grâce aux supports de CARE) dans les écoles équipées par CARE Dénominateur : # total d'enfants préalablement inscrits pour l'année scolaire	80%	101.5%
Nombre de personnes capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base	# total de personnes qui ont atteint à accès à l'équivalent de 2100 Kcal/jour	7800	8 829 personnes (80% des personnes réellement ciblés)
Pourcentage des ménages bénéficiaires qui ont utilisé le kit "abri"	Numérateur : # total de personnes ayant utilisé le kit abri distribué par CARE Dénominateur : # total de personnes ayant reçu de kits abri (987 ménages)	90%	84.5% des bénéficiaires de kit d'abris.
Nombre de ménages bénéficiaires qui ont accès à un logement en location	# de ménages bénéficiaires qui ont accès à un logement en location (106 ménages soit 530 personnes)	100 ménages (soit 500 personnes)	89 ménages (soit 511 personnes).
Nombre de participants aux formations "constructions sûres"		100	110 maçons
Nombre d'espace ou bâtiments éducatifs mis en place ou rénovés et équipés qui répondent aux standards	Numérateur : # d'espaces ou bâtiments éducatifs mis en place ou rénovés et équipés qui répondent aux standards Dénominateur : # d'espaces ou bâtiments éducatifs mis en	10	10 écoles



	place ou rénovés et équipés par CARE		
Nombre de personnel enseignants formés en appui psychosocial		70	73 personnels scolaires (enseignant.e.s et directeurs.trices) dans 10 écoles.

Source : Données Evaluation finale du projet ECHO et Données de suivi

4.1.1- Analyse des résultats des indicateurs

Au niveau de cette partie, les résultats des indicateurs sont analysés.

Indicateurs d'impact

- **Pourcentage de ménages qui habitent une maison convenable** : 46.7% de 1 106 ménages ciblés.

Cet indicateur fait référence, selon le cadre logique, à la proportion de ménages des zones d'intervention qui ont pu réparer, réhabiliter ou louer une maison grâce au support du projet.

Au total 516 ménages sur les 1 106 visés ont pu réparer complètement ou réhabiliter complètement ou louer une maison convenable grâce au support du projet.

Kit d'outils et kit d'abri pour la réparation/réhabilitation des maisons

Pour la réparation et ou réhabilitation des maisons, le projet a visé les ménages de la 1^{ère} section (1 466 ménages²) et la 3^{ème} section (4 406 ménages) de Jérémie. Le projet a fourni des kits d'abri (1 000) et des kits d'outils (498) à 987 ménages pour la réparation/réhabilitation de leurs maisons. De plus, 931 bénéficiaires (les membres des ménages qui sont venus chercher les kits) ont été sensibilisés sur les techniques de construction sûres et 110 boss (6.4% de femmes) ont été formés pour accompagner les bénéficiaires dans la réparation de leurs maisons. Les autres bénéficiaires, en petits groupes restreints, étaient venus chercher leurs coupons/kits tardivement pendant des séances spéciales de rattrapage.

Une enquête de suivi a été réalisée entre Février et Mai 2018 sur la réhabilitation des maisons des bénéficiaires ayant reçu les kits. Cette évaluation a permis de voir qu'environ 34% (333 sur 987) des maisons avaient été finalisées et habitées par les bénéficiaires. Dans le cadre du suivi qui a été réalisé entre Janvier et Juillet 2018, 94 autres maisons ont été finalisées pour 94 ménages (sur les 96 ménages ciblés initialement). Donc, de tous les ménages qui ont reçu des kits d'abris et d'outils, les observations ont permis de constater que les maisons de 43.3% d'entre eux ont été réparées et ou réhabilitées complètement. Les maçons formés/embauchés par CARE ont fourni leurs supports à la réparation de plus de 40% des

² Estimation de la population d'Haïti, IHSI, 2015.



maisons selon les déclarations des bénéficiaires interviewés lors de l'évaluation finale. Cependant, seulement 14% des bénéficiaires estiment que leurs maisons sont totalement réhabilitées.

Une petite observation et analyse sur 27 maisons (15 qui ne sont pas finalisées, 5 qui sont finalisés avec l'aide additionnelle de CARE dans le cadre du suivi des activités lors du dernier semestre et 7 qui ont été finalisées sans l'aide additionnelle de CARE) choisies aléatoirement montrent que :

- Près de $\frac{3}{4}$ (73.3%) des maisons qui ne sont pas finalisées ont utilisé les matériels reçus. Ceux qui n'ont pas utilisé les matériaux dans leurs maisons projettent généralement de construire une autre maison.
- Toutes les maisons qui ont été finalisées ont été réalisées sans l'aide additionnelle d'autres institutions ;
- Les maisons ont été réparées complètement ou partiellement grâce à la participation des bénéficiaires avec de la main d'œuvre (44.4% des maisons observées), de l'argent (44.4% des maisons observées) et des matériaux particulièrement (51.9% des maisons observées).
- Près de 90% des bénéficiaires estiment que les kits distribués répondaient à leurs besoins bien que certains jugent que la quantité était insuffisante.

Sur les 1 000 maisons visées, seulement 987 maisons (et ménage) ont pu être ciblées. En effet, il y a eu 13 cas de doublons lors de la distribution des kits d'abri et d'outils. Ce qui signifie que des personnes du même ménage ont reçu plus d'un kit. Pour les 987 ménages qui ont reçu un kit abris, un peu plus de 40% (43.3%) (427 ménages) ont pu finaliser complètement leurs maisons. Pour les autres ménages, les matériaux étaient insuffisants et ils ne pouvaient pas apporter la contrepartie nécessaire faute de moyens économiques ;

Transfert monétaire pour la location de maison

Au niveau du centre de ville (8 799 ménages habitants du centre-ville), 106 ménages ont reçu des maisons en location pour 14 000 gourdes mais seulement 84% (89 ménages) d'entre eux ont habité la maison louée jusqu'à la fin du contrat de bail. Des 17 autres, 4 ont prétendu utilisé l'argent pour réparer leurs maisons et les 13 autres sont des cas de fraudes avérées.

Tous les ménages qui ont reçu une maison en location du projet affirme que l'état de la maison est bon ou plus ou moins bon et qu'ils sont satisfaits de l'environnement dans lequel se trouve la maison.

Une enquête de suivi menée auprès des bénéficiaires en août 2018 et l'évaluation finale conduite en octobre 2018 ont montré que moins de 20% des ménages (18 des 95 bénéficiaires interviewés) qui ont reçu les maisons en location arrivent à renouveler leur bail.



Ceux qui n'ont pas pu renouveler leur bail (plus de 80%) ont utilisé d'autres alternatives. En août 2018, l'alternative principale pour plus de la moitié des ménages qui n'ont pas renouvelé leur bail était de recevoir un sursis de la part du propriétaire. En octobre 2018, plus de la moitié des bénéficiaires sont retournés chez un proche. Les autres alternatives sont : louer une autre maison ou retour chez eux.

- **Pourcentage de ménages qui recouvrent leurs moyens de subsistance** : 78% des ménages ciblés.

Cet indicateur fait référence à la proportion de ménages des zones cibles qui ont pu recouvrer leurs moyens de subsistance en ayant renforcé/créé leur AGR ou ayant fait l'acquisition des actifs productifs ou ayant épargné de l'argent.

Toutes les interventions du projet visent indirectement la recapitalisation des familles. Mais, pour 1 390 ménages, le projet a offert une formation sur l'éducation financière et pour 1413 une formation sur la gestion d'une AGR. Parmi ceux ayant reçu une formation (1548 ménages au total), environ 88% (1357 ménages) ont reçu un transfert monétaire (10 000 gourdes) conditionnel au développement ou au renforcement d'une AGR. De plus, environ 239 autres ménages ont reçu 3 versements de transfert monétaire inconditionnel totalisant 12 000 gourdes.

Environ 984 ménages (904 font partie des 1357 ménages ayant reçu un transfert monétaire conditionnel au développement ou au renforcement d'une AGR, et les 80 autres font partie des ménages ayant reçu les transferts monétaires inconditionnels) ont reçu des semences dont 15% ont reçu des semences de maïs uniquement et 85% des semences de Maïs et de haricots. Plus de 2/3 des ménages (69.6%) ont estimés n'avoir pas reçu les semences à temps. Plus de la moitié ont estimé que les semences de Maïs (56.6%) et celles des Haricots (65.2%) ont été en bon état ou plus ou moins bon état lors de leurs réceptions. Moins de la moitié (43.4%) déclarent que les semences de Maïs ont été de bonne qualité ou plus ou moins de bonne qualité tandis que cette proportion est un peu plus de la moitié (55.1%) pour les semences d'haricot. Quand bien même, un peu moins de ¾ des personnes ont mis en terre les semences de Maïs (70.7%) et un peu plus de ¾ ont fait de même pour les semences d'haricot (88.4%).

Une visite réalisée dans 46 parcelles où les semences ont été mises en terre parmi les bénéficiaires interviewés lors de l'évaluation finale a permis de dresser le constat suivant :

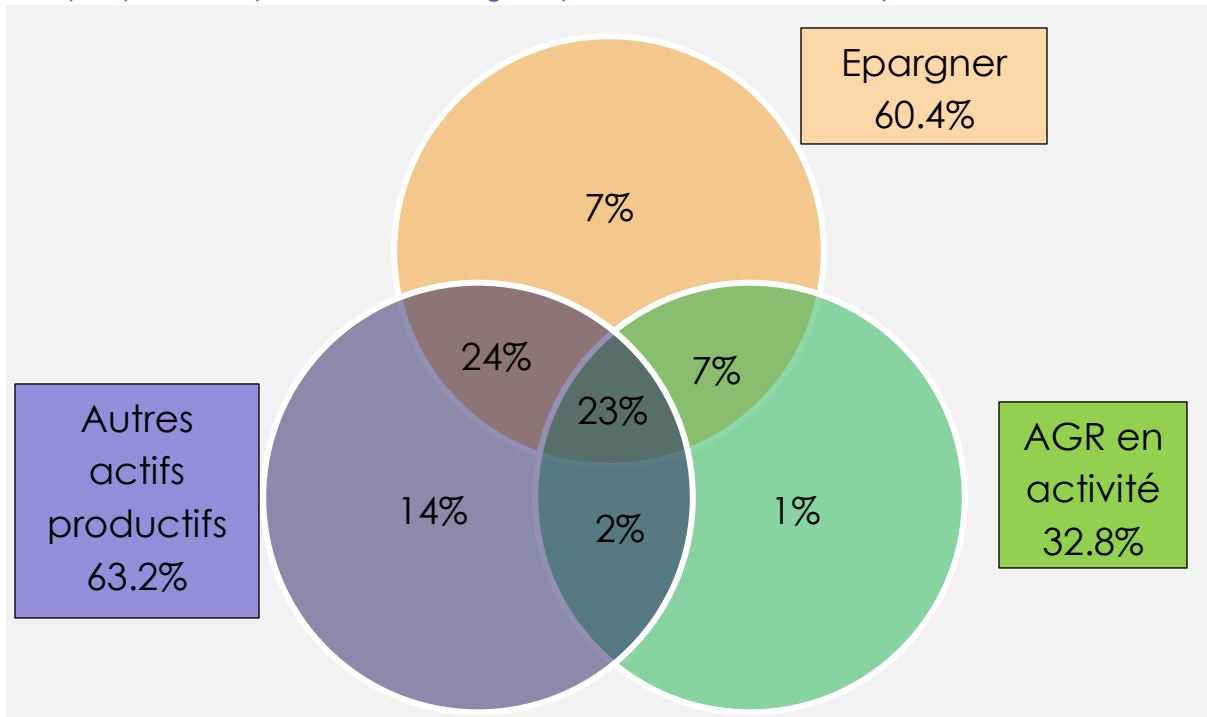
- Seulement 3 des parcelles visitées (6.5%) ont toujours des jardins ;
- Il y a eu un faible rendement dans la production (5 marmites pour la 3^{ème} section et 3 marmites dans la 1^{ère} section) et ce rendement a été utilisé pour la subsistance de la famille dans la plupart des cas.



- Plusieurs facteurs expliquent la non-réussite de cette activité. Les facteurs liés aux projets comprennent la quantité de semences distribuées qui a été insuffisante et la période de distribution qui ne correspond à la période de plantation. Le facteur externe considérable ayant affecté ce volet est la grande sécheresse qui a frappé la Grand'Anse marquée par l'absence de pluie.

Néanmoins, un peu plus de $\frac{3}{4}$ (78%) des ménages bénéficiaires interviewés lors de l'évaluation finale ont pu recouvrer leurs moyens de subsistance. Cette proportion est un plus élevée statistiquement chez les bénéficiaires de transferts monétaires conditionnels (95.6%) que chez ceux bénéficiant des transferts bénéficiaires inconditionnels (71.4%). Un peu moins d'un tiers des bénéficiaires (32.8%) ont des activités génératrices de revenus en activité durant la période de l'évaluation ; plus de 60% ont pu épargner (60.4%) et plus de 60% ont acquis d'autres actifs productifs (63.2%) comme du bétail, des terrains, des jardins, des maisons.

Graphique 1 : Proportion de ménages ayant recouvert leurs moyens de subsistance



Source : Données Evaluation finale du projet ECHO

Tous les ménages qui affirment que leurs maisons sont complètement réhabilitées font partie de ceux qui ont recouvert leurs moyens d'existence. En revanche, le renouvellement du bail, pour ceux qui ont reçu une maison en location, est indépendant du recouvrement des moyens de subsistance. En effet, tous les bénéficiaires ayant reçu des maisons en location interviewés lors de l'évaluation finale ont pu recouvrer leurs moyens de subsistance dont ceux qui ont pu renouveler leur bail et ceux qui n'ont pas pu le faire.

Indicateurs de l'objectif spécifique



- **Pourcentage de la population cible qui atteint un score de Consommation alimentaire (SCA) acceptable** : 81.9% des personnes touchées.

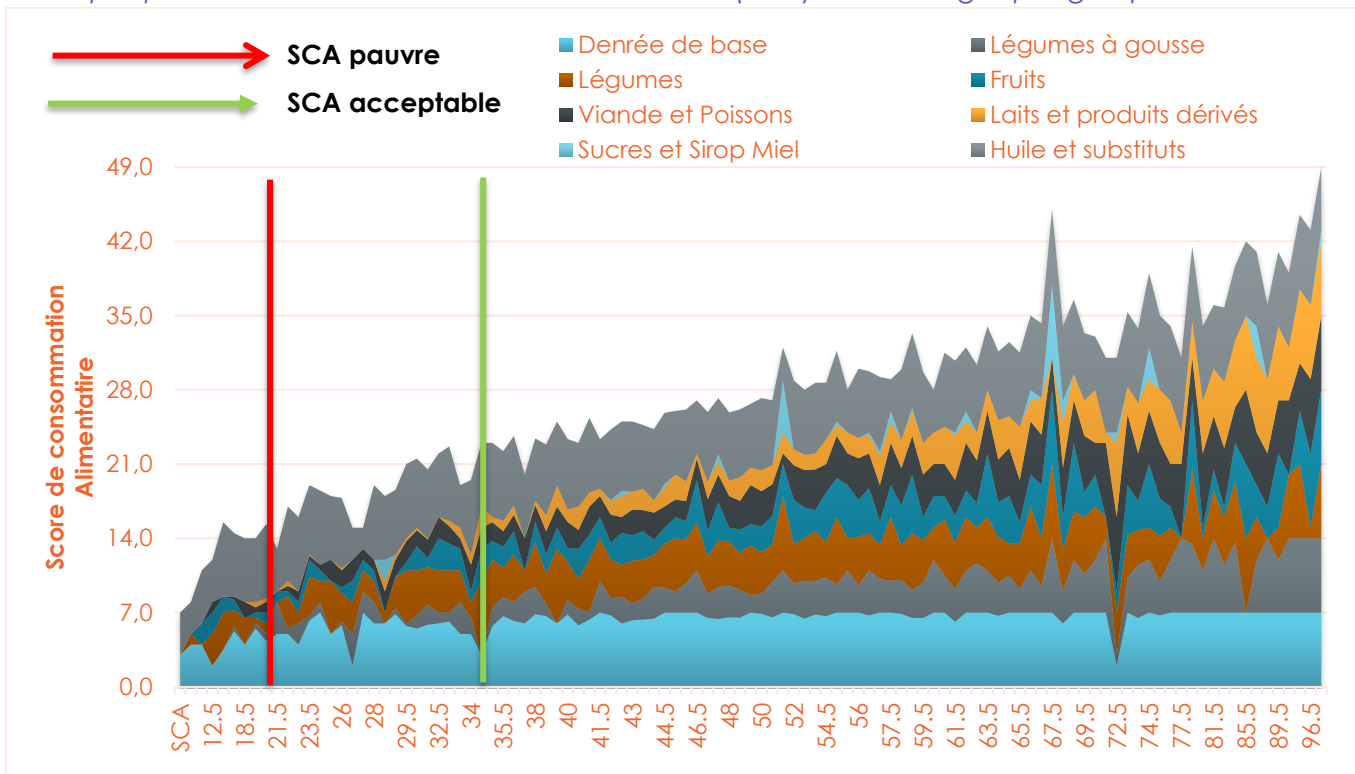
Cet indicateur fait référence au pourcentage de la population qui atteint un score de consommation alimentaire de plus de 35%.

Un peu plus de 80% des ménages (81.3%) ont un score de consommation alimentaire acceptable. Ces ménages regroupent 81.9% des personnes touchées par le projet.

Les données sur la consommation de 9 groupes d'aliments sur les 7 derniers jours ont été collectées lors de l'évaluation finale auprès d'un échantillon de 402 ménages ayant bénéficié des coupons alimentaires.

Le graphique suivant présente le score de consommation alimentaire pondéré des ménages par groupe d'aliments³.

Graphique 2 : Score de consommation alimentaire (SCA) des ménages par groupe d'aliments



Source : Données Evaluation finale du projet ECHO

Il faut retenir que les denrées de base et les huiles et substituts sont les groupes d'aliments les plus consommés par les ménages avec des moyennes respectives de 6.5 et 6.4 jours dans une semaine et sont très consommés même par ceux qui ont des scores alimentaires non-acceptable (5.5 et 6.2 jours en moyenne respectivement). Les laits et produits dérivés (2.0), fruits (2.4), légumes à gousse (2.6) et les viandes et poissons (2.8) sont des groupes d'aliments

³ Seulement 8 groupes d'aliments sont considérés comme le prévoit le FCS Technical Guidance (2005).



consommés moins d'une fois tous les jours. Tous les groupes d'aliments considérés sont moins consommés par les ménages avec un score de consommation alimentaires non-acceptables.

Les ménages qui ont pu recouvrir leurs moyens de subsistance particulièrement par l'épargne et la possession d'une AGR en activité ont plus de chances d'avoir un score de sécurité alimentaire acceptable que ceux qui n'ont pas recouvert leurs moyens de subsistance, et tous ceux qui ont pu renouveler leur bail ont un score de consommation alimentaire acceptable. En revanche, il y a une relation d'indépendance entre un score de consommation alimentaire acceptable et l'acquisition d'autres actifs productifs, la participation à une autre intervention (abris, location de maison, semences et éducation financière), le nombre moyen de membres du ménage, le sexe, le statut matrimonial et le niveau d'étude du bénéficiaire.

- **Pourcentage des personnes ciblées qui ont accès à des solutions d'abri et à des matériaux conformes aux normes techniques agréées et aux standards de performance** : 84.5% des ménages.

Cet indicateur est défini comme la proportion des personnes ciblées qui ont utilisés les matériaux distribués ainsi que les techniques de constructions enseignées par CARE pour la réhabilitation de leurs maisons. CARE s'est assuré que les matériaux distribués répondent aux standards de performance et que les techniques enseignées répondent aux normes agréées.

L'évaluation menée entre février et mai 2018 avait permis de voir que près de $\frac{3}{4}$ des bénéficiaires (72.8%) avaient utilisé les kits mais seulement un tiers des bénéficiaires habitaient dans des maisons finalisées. Les bénéficiaires peuvent être catégorisés de la façon suivante :

- Un tiers des bénéficiaires (333) avaient utilisé leurs kits, finalisé leurs maisons et habitaient dans ces maisons.
- Plus du tiers (386 ménages) avaient utilisé les kits mais les maisons n'étaient pas encore complètement réhabilitées. De ces derniers, le projet a aidé 94 à finaliser leurs maisons sur la période suivante.
- Les autres (281 ménages) n'ont pas utilisé les kits dans leurs maisons. Parmi eux, 259 ménages n'ont pas utilisé les kits (259 ménages) pour plusieurs raisons, telles que : matériaux insuffisants, manque de ressources pour la contrepartie, élargissement de leurs maisons, volonté de construire une nouvelle maison, etc. En revanche, d'autres ont vendu (0.5%) ou ont fait don (0.8%) ou ont migré (0.9%) vers d'autres zones.

L'évaluation finale a permis de voir l'évolution entre Mai et Octobre 2018. En effet, lors de l'évaluation finale, 84.5% des bénéficiaires de kits d'abri et 95.2% des bénéficiaires de kits d'outils ont déclaré avoir utilisé tous les matériaux contenus dans ces kits. Ceux qui déclarent



ne pas utiliser les kits parlent surtout de leurs insuffisances ou du manque de moyens économiques pour finaliser leurs maisons.

- **Pourcentage des effectifs/enfants 2015-2016 des écoles ciblées ont accès à l'éducation dans des écoles équipées ; 101.5%**

Pour l'année scolaire 2015-2016, le nombre d'enfants inscrits dans les écoles sélectionnées était 2.866 élèves. Les élèves de ces 10 écoles sont retournés à l'école en janvier 2018 lors de la réouverture des classes dans des écoles ayant des bâtiments rénovés répondant aux normes de construction parasismique, des blocs sanitaires propres, accessibles, désagrégés par sexe (signe indiquant Garçon/ Fille) en nombre suffisant par rapport à l'effectif de ces établissements et surtout disposant d'un lave-main pour favoriser les conditions d'hygiène. Ces écoles avaient aussi reçu des mobiliers neufs pour améliorer l'espace des salles de classes et faciliter l'apprentissage des écoliers. L'indicateur pour cette activité visait l'accès à de bonne conditions d'éducation à 80% de l'effectif de l'année scolaire 2015-2016 soit 2,293 élèves environ. En janvier 2018, grâce au fonds reçu d'ECHO ce sont 2,327 élèves incluant 1,238 garçons et 1,089 filles qui ont été scolarisés dans les 10 écoles construites ou réhabilitées par le projet. Ainsi, l'indicateur a été atteint à 101.5%.

Indicateurs résultat 1

- **Nombre de personnes capables de répondre à leurs besoins alimentaires de base : 8 829 personnes.**

Cet indicateur regroupe toutes les personnes des ménages cibles qui ont un score de consommation alimentaire supérieur à 35.

Les analyses des données de l'évaluation finale ont permis de voir que 81.9% des personnes vivant dans les ménages ciblés ont un score de consommation alimentaire acceptable (plus de 35). Ces données ont été collectées auprès d'un échantillon aléatoire de 420 ménages bénéficiaires du volet de sécurité alimentaire du projet.

En extrapolant à tous les bénéficiaires du volet de sécurité alimentaire (1 960 ménages) avec la moyenne de personnes dans les ménages bénéficiant de ce volet pendant l'évaluation finale (5.5), environ 8 829 personnes ont un score de consommation alimentaire acceptable dans les ménages ciblés par ce volet.

Indicateurs résultat 2

- **Pourcentage de bénéficiaires qui ont utilisé le kit "abri" : 84.5% des bénéficiaires de kits abri.**

Lors des suivis réalisés entre Février et Mai 2018, il a été trouvé que 72.8% des ménages avaient utilisé les kits dans la réparation de leurs maisons. Durant l'évaluation finale, 84.5% des bénéficiaires ont déclaré avoir utilisé tous les matériaux contenus dans les kits d'abris afin de réhabiliter leurs maisons.



L'observation de 27 maisons (15 qui ne sont pas finalisées, 5 qui sont finalisés avec l'aide additionnelle de CARE dans le cadre du suivi des activités lors du dernier semestre et 7 qui ont été finalisées sans l'aide additionnelle de CARE) lors de l'évaluation finale a permis de voir que près de $\frac{3}{4}$ des bénéficiaires (74.1%) ont réellement utilisé leurs kits.

- **Nombre de bénéficiaires qui ont accès à un logement en location** : 511 personnes au niveau de 89 ménages.

Des 106 ménages qui ont reçu des maisons en location pour 14 000 gourdes, seulement 84% (89 ménages) d'entre eux ont habité la maison louée jusqu'à la fin du contrat de bail. Des 17 autres, 4 ont prétendu utilisé l'argent pour réparer leurs maisons et les 13 autres sont des cas de fraudes avérées.

Selon les données de suivi récoltées avec le nombre exact de membres dans chaque ménage, sur les 89 ménages (soit 511 personnes) ont eu accès à un logement en location avec le support du projet.

- **Nombre de participants aux formations "constructions sûres"** : 1016 participants dont 931 bénéficiaires de kits incluant 25 maçons et 85 autres maçons.

Une sensibilisation sur les techniques de construction sûres a touché 931 bénéficiaires (les membres des ménages qui sont venus chercher les kits) et une formation a été réalisé pour 110 maçons (6.4% de femmes) dont 25 font partie des ménages qui sont venus recevoir les kits afin d'accompagner les bénéficiaires dans la réparation de leurs maisons. Ce qui fait un total de 1016 participants à ces formations/sensibilisations.

En effet, les maçons formés/embauchés par CARE ont fourni leurs supports à la réparation de plus de 40% des maisons.

Les boss ont déclaré avoir appris des techniques parasismiques et de maçonnerie chaînée lors des formations. Ils affirment que la formation a renforcé leurs capacités et ils sont prêts à travailler n'importe où. Grâce à cette formation, ils déclarent que leurs compétences sont mieux valorisées dans la communauté, ils ont accès à plus d'opportunités et leurs conditions économiques se sont améliorées. Ceux de la 3^{ème} section se sont organisés pour partager des informations et des contrats de service.

Indicateurs résultat 3

- **Nombre espace ou bâtiments éducatifs mis en place ou rénovés et équipés qui répond aux standards** : 10 écoles.

Au début du projet, la cible concernait la mise en place et la rénovation de 12 écoles. Mais cette cible a été révisée à 10 écoles au cours du projet dont 2 écoles publiques. En effet, 5 écoles ont été reconstruites et 5 autres ont été réhabilitées pendant le projet.



Les écoles répondent au standard. En effet, elles disposent toutes d'un espace hygiénique, des installations sanitaires et le nombre de place assises disponibles correspond au nombre d'élèves.

La construction a été fait selon les plans approuvés par le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP) et les blocs sanitaires répondent aux normes standard (Sphère) (blocs séparés disposant d'un point de lavage de main avec approvisionnement eau, collecte et stockage d'eau de pluie dans des impluviums). Le nombre de places assises dans les blocs sanitaires séparés respectent aussi le quota, une pour 50 garçons et une pour 30 filles.

La conception des écoles construites consiste en une structure à ossature de bois avec un mélange de contreventement, semelles et ceinture en béton armé et une fondation de maçonnerie en pierre. La structure dispose de cerclages d'ouragan et des ancrs de plaques d'acier pour relier la structure de mur à la fondation.

- **Nombre de personnel enseignants formés en appui psychosocial** : 73 enseignants de 10 écoles.

Il était prévu de former 6 enseignant.e.s et 1 Directeur.trice par école, la cible était donc de 70 personnels scolaires. Le personnel scolaire d'une des 10 écoles rénovées et de deux autres écoles a été formé à travers un autre projet complémentaire. Seulement 73 des personnels scolaires dont 25 femmes ont participé à cette formation.

Les enseignants ont affirmé que cette formation leur a été très utile et que la méthodologie utilisée a été à leur niveau. Ils ont appris des notions, comme de meilleures méthodes d'apprentissage et de discipline positive. Ils les ont appliqués, et cela leur a permis de mieux aider les enfants dans les salles de classe. Les directeurs ont donné le même retour. Ces derniers ont aussi formé d'autres personnes pour permettre à la communauté d'être plus résiliente.

4.2- Réponses aux différentes questions de recherche

Les questions liées à l'efficacité et l'efficience du projet ont été répondu à travers l'analyse des indicateurs. Les autres questions sont répondues dans cette section.

✚ La pertinence du projet :

- La méthodologie utilisée pour le ciblage géographique des communautés / la sélection des bénéficiaires est-elle adaptée ? Quelles sont les estimations des erreurs d'inclusion et d'exclusion ? La méthodologie pour la sélection des localités est-elle adaptée ? La coordination avec les autres acteurs a-t-elle permis d'améliorer le ciblage ?

Réponse :



CARE a opté pour une approche programmatique intégrée dans le cadre de cette réponse. La commune de Jérémie a été sélectionnée parce qu'elle figure parmi les zones les plus affectées par l'ouragan. Le choix des sections communales retenues et ciblées par les activités correspond à des zones historiques d'intervention de CARE et la priorité a été donnée aux sections communales ayant une périphérie urbaine pour faciliter la construction ou réhabilitation d'écoles, ou rurale avec un accès difficile pour assurer que les gens vivant dans des communautés éloignées soient touchés. Ainsi ont été sélectionnées la 1ère section Basse Voldroque, la 3ème section Haute Guinaudée, et le Centre-ville qui répondent aux critères ci-dessus. En revanche, les interventions au niveau du Centre-ville ont été réalisées uniquement dans le quartier de Sainte Hélène, qui est le bidonville le plus pauvre de cette commune.

Le nombre de bénéficiaires par zone géographique au niveau des sections communales a été basé sur l'évaluation technique des maisons et le scorecard respectivement pour les volets Abri et Sécurité alimentaire. Une note a été attribuée à chaque ménage en fonction de leur niveau de vulnérabilité et suivant des critères préalablement définis.

Par ailleurs, le système de suivi mis en place a permis de corriger au fur et à mesure des erreurs d'inclusion et d'exclusion. Tout bien considéré, les erreurs d'inclusion sont estimées à 1,5% du nombre total de bénéficiaires de Sécurité alimentaire. Une fois exclus du processus, ils étaient automatiquement remplacés par d'autres bénéficiaires sur la liste d'attente ou provenant des cas de doléances (suivant, bien sûr, le score obtenu à partir de l'administration du questionnaire scorecard).

Il faut noter que les bonnes relations existantes entre CARE, la communauté et les autorités locales ont contribué à toucher les personnes vulnérables ciblées plus rapidement et a permis une meilleure mise en œuvre du projet.

- Quelles ont été les limites/contraintes de l'approche multisectorielle du projet ? Quelles ont été les forces et faiblesses de cette approche ? Est-ce que l'interaction entre les différents volets du projet a été efficace ou non, et quelles sont les raisons ?

Réponse :

CARE a considéré le volet Abris comme porte d'entrée pour la sécurité alimentaire. Or, compte tenu des critères de sélection pour le volet Abris (maisons endommagées), un ensemble considérable de ménages ont été négligés. Le questionnaire scorecard (applicable à la sécurité alimentaire) a été initialement administré auprès des ménages dont la maison a été évaluée dans le cadre de l'évaluation technique des maisons endommagées suite au passage de l'ouragan



Matthew. Par ailleurs, l'ensemble des localités n'ont pas été touchées par cette évaluation. Ainsi, le questionnaire scorecard n'a pas été préalablement administré auprès de certains chefs de ménages ou dans certaines localités.

L'approche multisectorielle s'est avérée difficile à mettre en place, notamment pour la sélection de mêmes bénéficiaires pour différents volets dont les critères de sélection sont distincts. La sélection des écoles ciblées s'est également avérée difficile, car il a été nécessaire de croiser les listes d'enfants inscrits avec les listes des bénéficiaires du projet.

L'interaction entre les différents volets a permis de mieux suivre les ménages bénéficiaires et de mieux mesurer l'impact du projet sur les communautés cibles. Il a été trouvé une relation de dépendance entre :

- Les ménages ayant recouvert leurs moyens de subsistance (effet du résultat 1) et ceux ayant finalisé la réparation de leurs maisons (résultat 2) ;
- Les ménages ayant un score alimentaire acceptable et ceux ayant recouvert leurs moyens de subsistance.

La raison est que l'approche intégrée a permis de donner un support complet aux ménages qui ont été très vulnérables, d'autant plus que le projet avait fait des hypothèses sur la participation des ménages. Par exemple, pour la réhabilitation des maisons, il fallait une contribution des ménages. En permettant aux ménages de recouvrir leurs moyens de subsistance, le projet a donc facilité cette participation des ménages.

- Quelles ont été les limites/contraintes en ce qui concerne l'appui aux bénéficiaires avec des semences et quelles sont les leçons apprises ?

Réponse :

La qualité des semences a été remise en cause par près de la moitié des ménages et la quantité distribuée a été jugée insuffisante. En plus de cet aspect, le timing pour la distribution des semences n'était pas totalement correct. Le calendrier de plantation des zones n'était pas pris en compte malgré les confirmations des autorités compétentes. Plus du tiers des ménages ont confirmé cela. Mais ce volet a été souhaité au départ le bailleur.

- Quelles ont été les contraintes par rapport au volet de transferts monétaires et quelles pourraient être les actions correctives à prendre ainsi que les leçons apprises pour futures interventions ?

Réponse :



Les contraintes liées au volet de transferts monétaires sont :

- Certaines périodes de distribution n'étaient pas appropriées.
 - Les bénéficiaires de cash conditionnel n'ont pas été complètement accompagnés dans le processus de développement des AGR. La période de suivi et/ou d'accompagnement des bénéficiaires a été trop courte par rapport à l'ampleur du travail
 - Certains bénéficiaires ont utilisé la subvention à d'autres fins.
 - Les bénéficiaires n'ont pas toujours compris pourquoi ils sont dans l'une ou l'autre catégorie pour les deux types de transferts et pourquoi ce montant a été choisi.
-
- Est-ce que les critères de ciblage sont connus et compris par les populations non ciblées et entre les bénéficiaires des différents résultats ?

Réponse :

Les bénéficiaires ont été informés des critères de ciblage ainsi que des différents volets du projet. Lors de l'évaluation finale, presque tous (98.8%) ont affirmé avoir été bien informés sur le projet. De ces derniers, presque tous (99.6%) ont été informé par le biais d'un agent de CARE. Seulement 2 (0.4%) d'entre ceux qui déclarent avoir été bien informé l'ont été par le biais d'un leader communautaire ou d'un voisin. Néanmoins, lors des visites, les agents de CARE ont constaté que beaucoup ont cru avoir été sélectionné par chance ou par la grâce de Dieu - ce qui est plutôt culturel.

Les non-bénéficiaires ont été informés des critères de ciblage à travers des kiosques réalisés par les comités communaux de coordination (CCC) en deux temps. La première fois lors des séances d'information sur le projet et la deuxième après le choix des bénéficiaires pour partager la liste retenue et validée.

- L'appui AGR et en transferts monétaires inconditionnels répondent-elles aux besoins de la population et à l'objectif de l'intervention ? Sur quelles bases les montants ont-ils été calculés ? Quelles actions correctives auraient pu être développées ?

Réponse :

Les bénéficiaires de transferts monétaires inconditionnels ont reçu l'assistance pendant la période de soudure pour subvenir à d'autres besoins afin qu'ils puissent se relever après les distributions. Ce sont tous ceux qui ont déclaré n'avoir pas d'AGR ou ne pas vouloir les mettre en place. Ils ont reçu un montant de 4 000 gourdes pendant 3 fois. Ce montant correspond à 60% du panier alimentaire et est utilisé par CARE dans plusieurs autres projets.

Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO

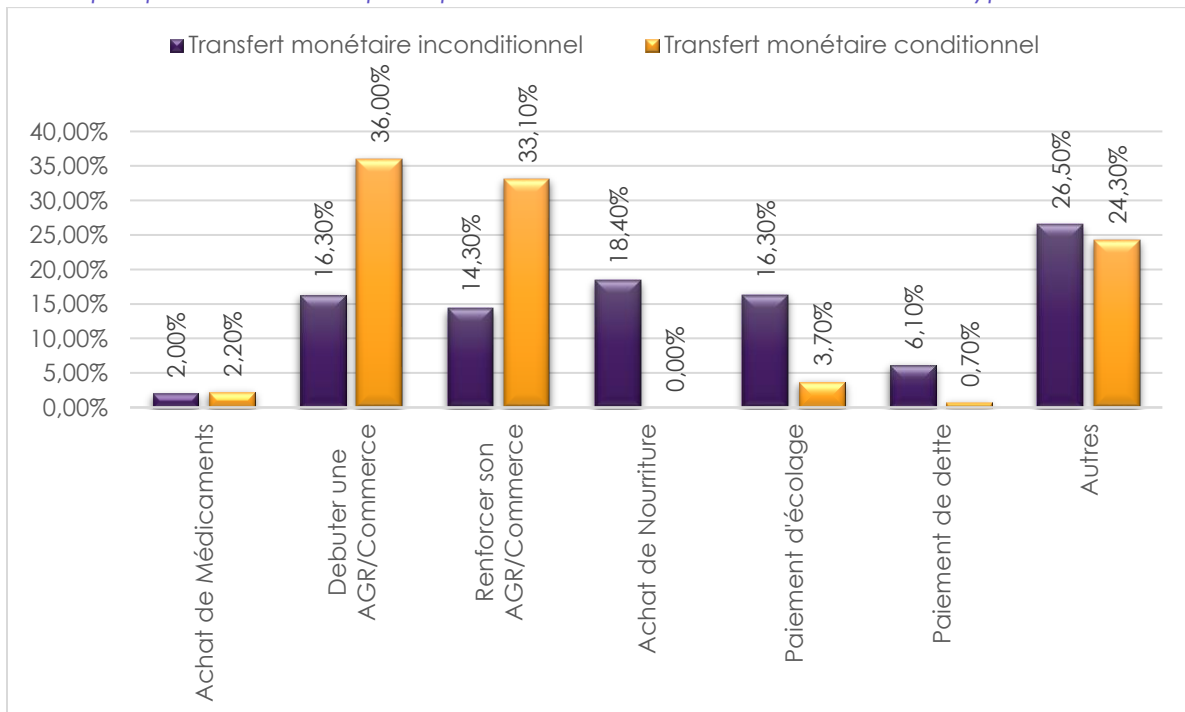


Les bénéficiaires de transferts monétaires conditionnels sont ceux qui ont déclaré avoir une AGR ou vouloir en créer une. Ils ont reçu un montant de 10 000 gourdes pour créer une AGR ou renforcer leurs AGR déjà existantes.

Les résultats de l'évaluation finale permettent de constater que :

- Contre l'effet attendu, un peu plus de 16% des bénéficiaires (16.3%) de transferts monétaires inconditionnels ont utilisé l'argent reçu pour créer une AGR/commerce.
- Plus de 14% des bénéficiaires (14.3%) de transferts monétaires inconditionnels ont utilisé l'argent reçu pour renforcer leur commerce.
- Plus de deux tiers (69.1%) des bénéficiaires de transferts monétaires conditionnels ont utilisé l'argent reçu principalement pour créer ou renforcer une AGR ;
- L'utilisation faite de l'argent dépend statistiquement ($Chi\text{-deux } (N=185, ddl=6)=47.17, p=0.000$) du type de transfert monétaire reçu (conditionnel versus inconditionnel). En effet, les bénéficiaires de transferts monétaires inconditionnels sont plus nombreux statistiquement (en termes de proportion) à avoir utilisé l'argent pour payer les frais d'éducation (16.3% contre 3.7%) et les dettes (6.1% contre 0.7%) tandis qu'ils sont moins nombreux statistiquement (en termes de proportion) à avoir utilisé l'argent pour créer (16.3% contre 36%) et renforcer une AGR (14.3% contre 33.1%) comparés aux bénéficiaires de transferts monétaires conditionnels.

Graphique 3 : Utilisation principale des transferts monétaires selon le type de transfert reçu



Source : Données Evaluation finale du projet ECHO

Rapport de l'évaluation finale du projet ECHO



- Presque la totalité (94.1%) des bénéficiaires de transferts monétaires conditionnels ont participé à la formation sur la gestion des AGR et l'éducation financière. Tous ceux qui ont participé sont satisfaits de la formation et 93.8% d'entre eux ont pu rédiger un plan d'affaires. Ceux qui ont participé à la formation sont moins nombreux (4.7% contre 62.5%) statistiquement en termes de proportion à ne pas utiliser de stratégie pour gérer les rentrées et sorties dans leurs AGR, et plus nombreux (96.1% contre 62.5%) à penser que c'est nécessaire de séparer l'argent de l'AGR et l'argent de la maison.
- Plus de 60% des bénéficiaires (60.3%) ont actuellement des AGR en activité. Un peu plus d'un tiers (33.8%) ont des AGR en arrêt d'activité et le reste (5.9%) n'ont pas pu mettre en place d'AGR.
- Les bénéficiaires ayant une AGR en activité sont plus nombreux (67.1% contre 38.9%) statistiquement à déclarer pouvoir subvenir aux besoins de base de leurs familles que ceux qui n'ont pas d'AGR en activité.

Ces résultats montrent que les distributions de transferts monétaires conditionnels et inconditionnels répondaient réellement aux besoins de la population, que la formation a permis aux bénéficiaires de mieux se comporter financièrement et que les AGR aident à subvenir aux besoins des familles. C'était aussi un objectif de l'intervention.

Il aurait probablement fallu faire davantage de suivi auprès des bénéficiaires des AGR. Cela aurait entraîné davantage d'AGR en activité actuellement, qui contribuent à combler les besoins des familles.

- L'approche choisie pour les kits abris répondent-elles aux besoins de la population ? Se base-elle sur une évaluation préalable précise des besoins ?

Réponse :

Les bénéficiaires des kits abris interviewés lors de l'évaluation finale ont presque tous (99.5%) déclaré être satisfaits du kit reçu. Dans les 27 maisons qui ont été observées 15 ne sont pas finalisées, 5 sont finalisées avec l'aide additionnelle de CARE dans le cadre du suivi des activités lors du dernier semestre et 7 qui ont été finalisées sans l'aide additionnelle de CARE. Près de 90% des bénéficiaires ont estimé que les kits distribués répondaient à leurs besoins.

Le problème était que les kits abris n'étaient pas suffisants pour réhabiliter les maisons, et que le projet avait fait l'hypothèse que les bénéficiaires apporteraient une contrepartie pour les terminer. En effet, dans les maisons visitées, les bénéficiaires ont contribué à la réparation de leurs maisons. Mais parfois, cette contribution n'arrive pas à combler la contrepartie nécessaire pour que la maison soit totalement finalisée. En dépit de tout, toutes les maisons totalement finalisées sans l'aide additionnelle de CARE, parmi celles visitées (7 maisons ont été visitées) lors de l'évaluation finale, ont été réhabilitées avec uniquement la contrepartie des bénéficiaires.



Les kits n'étaient pas personnalisés et ne répondaient pas aux besoins spécifiques de chaque bénéficiaire pour des raisons d'équité et de mitigation des conflits. En revanche, les éléments se trouvant dans le kit faisaient partie des éléments nécessaires pour la réparation des maisons de presque tous les ménages.

Lors du suivi des activités, une évaluation spécifique pour chacun des 94 bénéficiaires qui ont reçu l'aide additionnelle de CARE a été réalisée. Cette aide a permis de finaliser ces 94 maisons complètement. Mais, dans un contexte humanitaire, il sera difficile de personnaliser les kits en fonction des besoins de chaque bénéficiaire. En revanche, plusieurs catégories pourraient être établies et offrir un kit plus diversifié répondant mieux aux besoins des bénéficiaires.

- L'approche multisectorielle a-t-elle été correctement mis en œuvre et comprise par la communauté et les autorités haïtiennes ?

Réponse :

L'approche multisectorielle a bien été mise en place dans le cadre de ce projet et a porté ses fruits.

Des séances d'informations ont été tenues par les agents de CARE pour expliquer à la communauté et aux autorités les approches mises en place au niveau du projet. Néanmoins, lors des interviews réalisées avec les autorités locales, elles ont exprimé l'idée d'être plus impliquées dans les projets dès les phases de planification et de ciblage.

- Est-ce que les modalités de distribution étaient adaptées aux besoins de la population ?

Réponse :

La stratégie mise en place par CARE pour réaliser les distributions répondaient aux normes d'urgence humanitaire impliquant le respect des bénéficiaires dans leurs dignités humaines. Des efforts ont été faits pour choisir des points de distribution non loin des zones d'habitation des bénéficiaires. Les autorités locales et les structures communautaires ont été utilisées pour s'assurer d'une bonne distribution.

Les vendeurs qui fournissaient les produits aux bénéficiaires des coupons alimentaires étaient respectueux envers eux selon presque tous les bénéficiaires (98.5%). Néanmoins, il a été recommandé par le staff du projet de faire une formation pour les vendeurs sur les normes humanitaires dans des projets similaires.

- La modalité Cash Transfert était-elle adaptée ? Quelles autres pistes devraient être explorées ?



Réponse :

Dans le cadre de ce projet, CARE a utilisé deux modèles de cash transfert : un modèle non-monnaire (le bénéficiaire principal reçoit un bien ou un service) pour les coupons alimentaires et la location des maisons et un modèle monétaire (le bénéficiaire reçoit l'argent directement) pour les cash conditionnel/inconditionnel et les frais de déménagement.

Le modèle non-monnaire permet de s'assurer le plus que possible que les bénéficiaires reçoivent des supports dont leurs cas nécessitent. C'est qui a été fait pour les coupons alimentaires et la location des maisons.

Le modèle monétaire, en revanche, est plus flexible et permet au bénéficiaire de décider de l'utilisation de l'argent reçu même lorsqu'il s'agissait d'une intervention conditionnée.

Les résultats de ce projet démontrent que la modalité de cash transfert a été adaptée pour toutes les interventions précitées.

✚ L'impact ou la durabilité du projet :

- Dans quelle mesure les effets bénéfiques sont-ils susceptibles de durer longtemps après la clôture du projet notamment les AGR et les boss maçons ? Est-ce que la composition/taille du ménage joue un rôle ? Observe-t-on une appropriation du projet par les bénéficiaires ?

Réponse :

Les résultats de l'évaluation montrent que les effets bénéfiques du projet sont susceptibles de perdurer encore longtemps.

En effet, plus de ¾ des bénéficiaires interviewés lors de l'évaluation finale ont pu recouvrer leurs moyens de subsistance. Comme résultat, en dépit de la fin des distributions de coupons alimentaires depuis décembre 2017, plus de 80% des bénéficiaires de coupons ont un score alimentaire acceptable. Les AGR sont l'un des éléments qui a permis ce résultat mais l'épargne est aussi un élément important.

De plus, les maisons réhabilitées sont susceptibles de durer encore longtemps après la fin du projet. Les maçons ont aussi déclaré que leurs valeurs ont augmenté dans la communauté et qu'ils utilisent ce qu'ils ont appris pour réparer et construire des maisons plus solides. C'est le même constat auprès des enseignant.e.s et des directeur.trices, qui disent utiliser les notions apprises lors des formations en appui psychosocial pour venir en aide aux élèves et à la communauté. Les vendeurs, de leur côté, ont déclaré avoir fait plus de profit qui leur ont permis d'employer certaines personnes pour les aider pendant le projet et de subvenir à leurs propres besoins



(paiement de scolarité, augmentation des épargnes et réhabilitation de leurs maisons). Si ces profits sont bien utilisés, il s'agirait aussi d'un élément de durabilité du projet.

- Quelle est la performance des AGR et activités agricoles appuyées, environ 1 an après l'appui reçu ?

Réponse :

Environ un an après l'appui reçu, les activités agricoles ne sont que peu fertiles en raison de toutes les contraintes déjà explicitées liées à ce volet. En revanche, plus de 60% des ménages bénéficiaires ont encore des AGR en activité.

- Quelles sont les actions envisageables pour continuer à appuyer les AGR et la subvention au logement ? Quel est l'impact des AGR sur la capacité des ménages de continuer à payer leur bail et à subvenir à leurs besoins de base ? Quelles pistes existent pour améliorer leur pérennité ?

Réponse :

L'une des actions envisageables pour continuer à appuyer les AGR qui sont en activité serait de faire un suivi sur les plans d'affaires mis en place pour voir à quels niveaux se situent ces AGR et les besoins auxquels ils font face. En revanche, pour celles qui ne sont plus en activité, il faudrait les évaluer pour connaître les causes réelles de cet arrêt d'activité et les relancer.

Il doit être pris en compte que la moitié des bénéficiaires n'utilisent pas de registres pour contrôler les entrées et sorties au niveau de leurs AGR. Les former sur cet aspect, distribuer des registres et les coacher par des suivis sur leurs utilisations seraient un autre bon élément pour les appuyer.

Tous les ménages qui ont pu renouveler leur bail ont des AGR en activité. Ceux qui sont retournés chez un proche sont plus nombreux (83.3% vs 16.7%) statistiquement en termes de proportion parmi les ménages qui n'ont pas d'AGR en activité comparé à ceux qui ont des AGR en activité.

Les bénéficiaires ayant une AGR en activité sont plus nombreux (67.1% contre 38.9%) statistiquement à déclarer pouvoir subvenir aux besoins de base de leurs familles que ceux qui n'ont pas d'AGR en activité.



- Quelles sont les actions supplémentaires pour appuyer les ménages qui n'ont pas pu réhabiliter leurs habitats dans le cadre du projet et quelles actions correctives pourraient être mises en place ?

Réponse :

Les évaluations des maisons conduites entre Février et Mai 2018 et les observations réalisées durant l'évaluation finale ont montré que la plupart des maisons qui ne sont pas terminées le sont à cause d'une insuffisance de matériaux, particulièrement des matériaux pour réparer les murs. De plus, certains ménages manquent de ressources économiques pour offrir la contrepartie nécessaire.

De ce fait, toute action complémentaire doit viser une évaluation réelle des besoins des bénéficiaires actuellement pour tenter de les combler. Cette évaluation doit être réalisée au cas par cas.

- Quel a été l'impact de notre action sur l'économie locale et les marchés ?

Réponse :

Le projet a eu un impact considérable sur l'économie locale. Les distributions de coupons alimentaires ont permis aux vendeurs d'augmenter leurs chiffres d'affaires et de faire plus de profits selon ce qu'ils ont rapporté. Cette pression sur l'économie a, selon les vendeurs, eu des effets sur les producteurs locaux.

La distribution des semences n'a pas eu l'effet escompté. Mais la recapitalisation des familles via l'épargne, l'acquisition d'autres actifs productifs et la mise en place d'AGR a des effets positifs sur l'économie locale aussi.

Selon ce que les boss ont rapporté, la formation sur des normes de constructions plus durables a créé un nouveau marché en leur permettant d'avoir de nouveaux contrats et de s'associer entre eux.

La location de 106 maisons et les transferts monétaires conditionnels et inconditionnels ont permis à plus d'argent de circuler au niveau de l'économie.

- De quelle façon l'approche multisectorielle souhaitée facilite et encourage des stratégies de sortie pour les bénéficiaires des activités appui au logement et transferts monétaires inconditionnels ?

Réponse :

Selon les données de l'évaluation finale, grâce à l'approche multisectorielle, tous les ménages bénéficiaires de l'appui au logement ont pu épargner, le tiers d'entre eux ont acquis des actifs productifs et plus de la moitié (57.1%) ont des AGR en activité.



De plus, presque tous (93.1%) ont un score de consommation alimentaire acceptable. Donc, même si tous n'ont pas pu renouveler leur bail (seulement moins de 20% ont pu le faire), ils ont au moins pu se relever de l'insécurité alimentaire et pourront regarder l'avenir avec plus d'espoir.

Des ménages ayant reçu le transfert monétaire inconditionnel, 71.4% ont pu recouvrir leurs moyens de subsistance (59.2% ont pu épargner et 65.3% ont acquis d'autres actifs productifs). De plus, 82.1% ont eu un score de consommation alimentaire acceptable.

- Quel a été aussi l'impact de la réhabilitation/construction d'écoles sur l'ensemble de la communauté ?

Réponse :

La réhabilitation/reconstruction des 10 écoles a permis à 101.5% des enfants qui étaient déscolarisés sur l'année 201-2016 de revenir à l'école. En l'absence de ces écoles, ces enfants seraient probablement livrés à eux même et le taux de délinquance aurait augmenté au niveau de la communauté.

En plus de cette intervention, les formations en appui psychosocial réalisé pour les directeurs.trices et les enseignant.e.s ont des effets positifs sur la communauté.

- Quel a été l'impact de la reconstruction des écoles sur la poursuite du cursus scolaire (« enrollment ») et sur la performance des élèves ?

Réponse :

Il était un fait que l'ouragan a déscolarisé tous les enfants de la Grand'Anse. Grâce à la reconstruction/réhabilitation de ces 10 écoles, 101.5% des enfants qui étaient à l'école avant l'ouragan ont pu revenir à l'école dans des établissements équipés.

De plus, le taux d'inscription dans ces écoles n'a fait qu'augmenter. En 2016-2017, ces écoles avaient un effectif de 2 017 élèves, qui a augmenté pour 2 327 élèves pour l'année scolaire 2017-2018.

La redevabilité et le genre :

- La situation/participation des filles et femmes, particulièrement celles chefs de ménage dans l'accès à l'information ;

Réponse :

Les informations ont été partagées avec toute la communauté incluant les filles et les femmes.



Le scorecard a été réalisé pour tous les ménages ciblés sans faire de discrimination. Ce qui a permis de cibler et de retenir aussi les ménages avec des femmes à leur tête.

- Les mécanismes de suivi et de redevabilité existant sont-ils utilisés, connus et adaptés au contexte ? Si non, comment les améliorer ?

Réponse :

Le système de suivi et de redevabilité mis en place concernait l'ensemble des initiatives mises en place dans le cadre des réponses d'urgence à l'ouragan Matthew. Chaque séance de distribution ou de rencontre communautaire a été une occasion non seulement pour informer les communautés sur les activités et réalisations du projet, mais aussi pour les inciter à utiliser les différents moyens mis à leur disposition pour exprimer leur point de vue, partager leurs feedbacks, ou présenter leurs doléances.

Les bénéficiaires pouvaient ainsi :

- Appeler directement aux numéros de téléphone qu'ils ont reçus à partir des flyers ;
- Remplir un formulaire préétabli et le soumettre dans la boîte à suggestion ;
- Partager leurs feedbacks ou doléances avec les structures communautaires partenaires, ou les autorités locales, ou un agent de CARE.

Après chaque distribution, des lots de formulaires comportant toutes sortes de messages ont été reçus. Et une équipe spéciale a été mobilisée en vue de répondre aux appels téléphoniques incessants des bénéficiaires.

Suivant la pertinence et la spécificité des plaintes, elles ont été traitées à travers des kiosques communautaires ou en appelant directement les bénéficiaires.

- Est-ce que les bénéficiaires connaissent les mécanismes de gestion de plaintes ? Quelles en sont les limites ? Est-ce qu'ils l'utilisent ? Quels retours ont-ils sur ce mécanisme ?

Réponse :

Les mécanismes de gestion de plaintes sont suffisamment connus des bénéficiaires. Ils les utilisaient la plupart du temps pour signaler de petits contretemps dans le processus de distribution, ou pour savoir pourquoi ils n'ont pas été sélectionnés pour une activité donnée.



Rares sont les bénéficiaires qui les utilisaient à bon escient. Ce sont plutôt les non bénéficiaires qui en faisaient usage pour savoir quand ils auront enfin la chance d'être sélectionnés.

- Analyse du système de redevabilité mis en place par CARE pendant la mise en œuvre du projet : # de plaintes reçues, traitées, délai de réponse personnalisée, satisfaction des usagers et respect de la confidentialité, pourrait inclure une analyse SWOT.

Réponse :

Une fois collectées et dépouillées, les plaintes reçues sont analysées au cas par cas avec les différents secteurs afin de trouver une réponse appropriée à chaque catégorie de plaintes, et suivant leur pertinence et leur spécificité, les plaintes sont traitées à travers des kiosques communautaires ou en appelant directement les bénéficiaires.

CARE a répondu, par exemple, au mois de Juin 2017 à 2430 plaintes parmi les 2722 collectées, analysées et traitées.

- Les bénéficiaires et les non bénéficiaires sont-ils informés sur les activités du projet ? sur le processus de sélection ?

Réponse :

Mis à part les kiosques communautaires, chaque séance de distribution est une occasion pour informer les communautés sur les activités et réalisations du projet, Ces rencontres communautaires regroupant à la fois les bénéficiaires et les non-bénéficiaires du projet sont utilisées pour communiquer les listes de bénéficiaires présélectionnés et les dates des prochaines séances de distribution.

5- Conclusion et recommandations

Cette évaluation finale du projet d'Assistance d'urgence en sécurité alimentaire, éducation et abri aux personnes vulnérables affectées par l'ouragan Matthew dans la Grand 'Anse a permis de passer en revue les différentes activités réalisées lors de ces deux dernières années, et de mesurer l'effet de ce projet dans la recapitalisation des familles affectées.

Les analyses des données collectées durant toute l'implémentation du projet et pendant l'évaluation finale a permis d'aboutir aux points saillants suivants :

5.1- Points saillants liés au Résultat 1

- Plus de ¾ des ménages ciblés (78%) lors du projet (toutes les composantes comprises) ont pu recouvrir leurs moyens de subsistance en recourant à l'épargne (60.4%), à l'acquisition des actifs productifs (63.2%) ou à la mise en place/renforcement d'AGR qui sont en activité (32.8%).
- Grâce à la contribution du projet, environ 81.3% des personnes vivant dans des ménages ayant reçu des coupons alimentaires ont eu un score de consommation alimentaire acceptable. Les ménages qui ont recouvert leurs moyens de subsistance, ceux qui ont épargné ou qui ont des AGR en activité ont plus de probabilité d'avoir un score de consommation alimentaire acceptable.
- Dans seulement 6.5% des champs visités, les ménages ayant reçu les semences continuent à avoir une production en dépit du fait que plus de 70% de ceux qui ont reçu les semences les ont plantés. Ce faible résultat dépend de facteurs internes au projet (qualité des semences, période de distribution et quantité distribuée) aussi bien que de facteurs externes tels que la période de sécheresse ayant frappé la Grand'Anse.

5.2- Points saillants liés au Résultat 2

- En dépit du fait que plus de 80% des ménages ayant reçu les kits pour réparer/réhabiliter leurs maisons les ont utilisés, c'est seulement un peu plus de 40% (43.3%) qui ont pu réhabiliter complètement leurs maisons et seulement 14% qui estiment que leurs maisons sont finalisées. Tous ceux qui déclarent que leurs maisons sont finalisées ont recouvert leurs moyens d'existence.
- Des 106 ménages qui ont reçu des transferts monétaires pour louer des maisons au niveau du centre-ville de Jérémie, environ 84% ont habité la maison jusqu'à la fin du contrat de bail. Mais seulement moins de 20% ont pu renouveler leur bail. Le renouvellement du bail est indépendant du recouvrement des moyens de subsistance mais tous ceux qui ont renouvelé leur contrat de bail ont un score de consommation alimentaire acceptable.

5.3- Points saillants liés au Résultat 3

- Les 10 écoles prévues ont été réhabilitées ou reconstruites avec des constructions standards et sont bien équipées pour accueillir les enfants. De plus, le nombre d'inscrits dans ces 10 écoles a considérablement augmenté après cela.
- Les enseignant.es et directeur.trices jugent que la formation qui leur a été fournie a été très pertinente et leur permet de mieux aider les enfants ainsi que les membres de la communauté.



5.4- Recommandations

Ces points saillants et d'autres présentés dans ce rapport permettent de faire des recommandations pour tout autre projet évoluant dans le même contexte et ayant des objectifs similaires.

Pour être efficace et efficient, un projet similaire doit :

- **Utiliser une approche intégrée pour se concentrer sur un groupe plus restreint et avoir plus d'impact sur les bénéficiaires ;**
Ce projet a montré une relation de dépendance entre le recouvrement des moyens de subsistance des ménages (résultat 1) et la réhabilitation des maisons des ménages (résultat 2).
- **Evaluer les hypothèses émises lors de l'identification du projet au cours de sa mise en œuvre pour espérer avoir plus d'effet sur les bénéficiaires ;**
Le projet avait fait l'hypothèse que les ménages donneraient une contrepartie pour réhabiliter leurs maisons. Certains ont pu le faire et d'autres non. Une évaluation sur les bénéficiaires a permis de donner un support additionnel plus approprié à certains d'entre eux.
- **Jumeler une méthode de ciblage scientifique avec d'autres méthodes traditionnelles pour permettre à la communauté de référencer des ménages vulnérables avec l'implication des autorités locales, ce qui augmentera l'appropriation du projet par la communauté ;**
Les erreurs d'inclusion et d'exclusion ont pu être minimisées en jumelant les deux méthodologies.
- **Tenir compte des habitudes des bénéficiaires lors des planifications des activités ;**
La distribution des semences hors de la période de plantation habituelle des agriculteurs est l'un des facteurs ayant permis à ce volet d'avoir des résultats médiocres.
- **Collecter le plus de données possibles sur les bénéficiaires pour limiter les doublons à l'intérieur d'un même ménage ;**
Lors des vérifications, il s'est avéré que des membres d'un même ménage bénéficiait d'un même service. Il est nécessaire d'avoir des informations sur tous les ménages dès le départ pour que cette vérification soit réalisée le plus tôt que possible et permettre à plus de personnes de participer.
- **Réaliser une collecte de données auprès des bénéficiaires lors du premier contact pouvant servir de ligne de base ou se baser sur des données précises permettant de déceler l'effet du projet ;**
En l'absence de ligne de base, il est quasiment impossible d'apprécier l'effet réel du projet.
- **Mettre en place des méthodologies utilisant les institutions locales et les acteurs locaux pour promouvoir l'économie locale et d'assurer une durabilité du projet ;**
Les maçons formés ayant servi comme support pour la réhabilitation des maisons et les vendeurs participant au projet ont tous montré comment le projet leur a permis d'améliorer leur situation socio-économique.
- **Renforcer les suivis pour mieux accompagner les bénéficiaires et mettre des balises pour éviter les cas de fraude dès le départ ;**
Pour la réparation des maisons ainsi que le renforcement des AGR, les suivis ont permis de voir ce qui était nécessaire pour mieux accompagner les bénéficiaires. -de même que les visites surprises ont permis d'identifier les personnes ayant fraudé avec le propriétaire de la maison en location. Ces suivis sont importants et peuvent permettre au projet de faire des économies considérables.